

Gonesse : les anti-EuropaCity sommés d'aller faire pousser des légumes ailleurs

[Île-de-France & Oise](#) > [Val-d'Oise](#) |

Louis Mbembe | 14 mars 2018, 8h00 | 0

Les opposants au projet EuropaCity sont sous le coup d'une expulsion d'une parcelle de terre prêtée par un agriculteur et qu'ils cultivent dans le Triangle de Gonesse.



Archives. Cet été, les opposants au projet Europacity étaient venus semer de nouveaux légumes après avoir retrouvé leur potager saccagé le 5 août. LP/Julie Ménard

Le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) est prié d'aller faire pousser ses légumes ailleurs. C'est une sommation de quitter les lieux, établie par un huissier, reçue vendredi dernier par son président, qui met le feu aux poudres. Le groupe d'opposants à l'urbanisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Triangle est sommé de débarrasser de toutes plantations le champ qu'il cultive depuis mai 2017. La procédure est diligentée par l'Établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF), propriétaire du lopin incriminé situé le long de la D 170.

De quoi doucher l'enthousiasme du collectif pourtant encore tout à sa joie après la décision du tribunal administratif de Cergy-Pontoise du 6 mars dernier. Celle-ci annule la création de la ZAC qui doit, entre autres, accueillir le méga complexe de commerces et de loisirs EuropaCity. « Cette lettre est une riposte à ce jugement », affirme Bernard Loup, président du CPTG. Les deux événements ne sont pas sans lien selon le responsable du collectif. « L'EPFIF a déposé plainte le 6 octobre 2017 et nous notifie la demande de quitter les lieux seulement quelques jours après la décision du tribunal. Nous ne croyons pas à une coïncidence ».

Dominique Damour, co-secrétaire départementale EELV du Val-d'Oise préfère, elle, ironiser. « Ce courrier est ridicule. D'un coup, ces terres ont un grand intérêt ! ». Bernard Loup s'interroge : « Ce ne sont pas ces cultures qui vont entraver la réalisation du Triangle de Gonesse. Qu'est ce que ça a voir avec la ZAC ? ».

Le lopin de la discorde a été prêté au collectif par un exploitant agricole et les habitants des alentours sont venus régulièrement entretenir les cultures. « L'agriculteur l'a mis à disposition pour notre mobilisation citoyenne », rapporte Bernard Loup. « Nous avons son accord même si nous avons des interrogations quant au propriétaire réel ». Un extrait de la sommation de quitter les lieux reçue par le président du collectif. /

Des doutes dissipés par la réception de la missive de l'EPFIF qui revendique pour sa part son droit à la propriété et rejette toutes considérations politiques dans ce dossier. « *Nous avons signé une convention d'intervention foncière en 2012. Sur cette base, les terrains que nous possédons sont travaillés par un exploitant agricole qui a besoin de son terrain pour l'ensemencer en vertu des droits de propriétés* », argumente Guillaume Idier, directeur de la communication de l'EPFIF.



Paris, le dimanche 8 octobre 2017. Les opposants à EuropaCity ont manifesté place de la République où ils ont déposé les légumes du Triangle de Gonesse pour montrer que la terre y est de bonne qualité./LP/M.Len

En octobre dernier, les opposants à EuropaCity avaient manifesté place de la République à Paris et avaient déposé les légumes cultivés sur cette parcelle pour montrer que la terre est de bonne qualité.

Cette sommation ne va pas décourager le collectif qui appelle tous ses militants à se rendre, ce dimanche, à partir de 14 heures, sur cette parcelle. Ils doivent être munis de gants, de pots et d'outils de jardin. « On ne va rien lâcher », prévient Dominique Damour. « L'enjeu, ce n'est pas juste cette parcelle, c'est l'ensemble du Triangle de Gonesse », estime Bernard Loup. Le collectif espère une mobilisation importante de l'opinion publique mais aussi des responsables politiques.

<https://www.nouvelobs.com/planete/20180312.OBS3446/projet-europacity-poireaux-et-radis-clandestins-menaces-d-expulsion.html>

[L'Obs](#) [Planète](#)

Projet Europacity : poireaux et radis "clandestins" menacés d'expulsion

Le collectif, qui bataille contre le mégacomplexe de commerces et loisirs au nord de Paris, affirme avoir reçu un avis d'expulsion d'une parcelle cultivée.

Par **L'Obs** Publié le [12 mars 2018 à 16h56](#)

Le mardi 6 mars dernier, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise annulait la création de la zone d'aménagement dite du "triangle de Gonesse" devant accueillir Europacity, un mégacomplexe de commerces et de loisirs au nord de Paris. Jolie victoire [pour les associations de défense de l'environnement](#), qui bataillent depuis des années contre la bétonisation de 280 hectares de terres agricoles dans le Val-d'Oise, entre les aéroports de Roissy et du Bourget.

Depuis, la joie est un peu retombée. Dans un communiqué, le Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG) annonce avoir reçu, dans la foulée de cette décision de la justice administrative, un courrier de l'Établissement public foncier d'Ile-de-France (Epfif), le sommant de quitter un champ cultivé depuis mai 2017.



mai 2017, manifestation contre le projet Europacity à Gonesse. (Thomas SAMSON / AFP)

"Radis clandestins"

Avec une bonne dose d'ironie, le collectif explique qu'il doit également "procéder à la suppression des plantations effectuées", s'amusant que l'Epfif "ignore visiblement qu'à cette saison de l'année, les plantations sont encore à l'état de graines ou de jeunes pousses à peine visibles" : "Alors que l'opération Europacity se heurte à une opposition grandissante, le conseil régional, via son bras armé l'Epfif, vient de se fixer un objectif de grande envergure : faire détruire une modeste parcelle où ont été plantés potirons, tomates, courgettes, radis, poireaux et seigle", observe le président du CPTG, Bernard Loup.

Situé le long de la D170, sur la zone retenue par Immochan (filiale immobilière du groupe Auchan) et le conglomérat chinois Wanda pour leur projet, la parcelle de la discorde a été prêtée au collectif par un agriculteur et mise en culture lors d'un rassemblement le 21 mai 2017 sur le Triangle de Gonesse. La récolte, elle, a été partagée dans le cadre, notamment, de "soupes républicaines" à Gonesse, Paris et Montreuil.

"Des choux illégaux ? Des radis clandestins ? Des poireaux défendus ? De toute évidence, notre jardinage dominical constitue aux yeux de certains un dangereux trouble à l'ordre public", poursuit sur le même ton Bernard Loup.

Étude d'impact insuffisante

Le projet Europacity entend attirer 31 millions de visiteurs (gratuits et payants) par an et constituerait le plus grand investissement privé en France depuis la construction de Disneyland Paris en 1992. Mais le 6 mars dernier, le tribunal a estimé que l'étude d'impact présentée au printemps 2016 lors de l'enquête publique sur la création de cette ZAC comportait des lacunes. Dans son jugement, le tribunal souligne notamment que les analyses étaient "très insuffisantes" concernant "la question des émissions de CO2 induites par les déplacements de touristes [...] eu égard à la proximité de l'aéroport et dans la perspective de la création d'Europacity".

La préfecture du Val-d'Oise, Grand Paris Aménagement et Europacity avaient alors déclaré "prendre acte" de ce jugement, précisant que cette "étape administrative" n'avait pas d'impact sur la "volonté des actionnaires de réaliser ce projet d'intérêt national créateur de plus de 10.000 emplois".

Prochaine étape du bras de fer : le collectif appelle tous les "Sauveteurs de Terres" à venir manifester le dimanche 18 mars "avec gants, pots, outils de jardin et brouettes".

M.B.